

Bamako, Mali, 19 février (Infosplusgabon) - "Il faut que les élections se tiennent et qu'elles se tiennent dans les conditions transparentes. S'il n'y a pas d'élections, le pays sera confronté à d'autres problèmes. Personne ne gagnera à ce que les élections ne se tiennent pas. Nous suivrons tout le processus de préparation des élections à venir", a déclaré, lundi à Bamako, le représentant de la Mission de l'Union africaine et du Sahel au Mali (Misahel), M. Pierre Buyoya, lors d'une conférence de presse sur la situation au Mali, a-t-on constaté sur place.

Il a reconnu que l'élection présidentielle à venir se prépare dans un contexte sécuritaire très difficile marqué par la recrudescence des attaques terroristes dans le Centre du pays et par l'absence des représentants de l'État dans plusieurs localités.

Des élections régionales et locales sont prévues en avril 2018 au Mali, et l'élection présidentielle en fin juillet de la même année, rappelle-t-on.

En dépit de ce contexte difficile, Pierre Buyoya pense que les élections doivent se tenir et dans les délais constitutionnels.

L'optimisme, dit-il, est permis par rapport au processus de paix autour duquel le gouvernement malien et les parties signataires de l'Accord poursuivent les débats sur le chronogramme des

actions prioritaires à mener. Des débats que la Misahel salue et juge réalistes, a-t-il dit.

Parlant de la sécurité, Pierre Boyuya a rappelé que l'année 2017 a été très violente, ajoutant que les forces armées maliennes, les forces de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali (Minusma) et les civils ont été constamment les cibles d'attaques terroristes au Nord et au Centre du Mali.

Face à la situation sécuritaire inquiétante, la Misahel salue et encourage les efforts de sécurisation amorcés par le gouvernement malien dans le Centre du Mali. Selon lui, La Misahel, à travers l'Ua, va continuer à appuyer les efforts du gouvernement et l'initiative du G5 Sahel.

Evoquant le G5 Sahel, dont la mission est de lutter contre le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne et promouvoir le développement de cette zone, le représentant du Misahel a dit : "Nous nous sommes battus pour que le financement de la force conjointe G5-Sahel se fasse par l'Onu. Mais cela n'a pas eu d'échos favorables. Nous continuons à nous battre afin que son financement soit pris en charge par l'Onu et cela pour assurer sa pérennisation".

Le financement du G5-Sahel, qui regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, se fait actuellement par des contributions des États membres et des donateurs, rappelle-t-on.

Au cours de l'année 2018, Boyuya dit que la Misahel entend concentrer ses actions sur l'appui au processus de paix en cours au Mali, surtout dans le cadre du suivi, sur le suivi des réformes sécuritaires conformes à la mise en œuvre de l'Accord.

Un accord de paix et de réconciliation nationale au Mali a été signé en mai-juin 2015 par le gouvernement malien, les groupes armés du nord Mali et la Communauté internationale, en vue de parvenir à une paix définitive dans ce pays après une série de rébellions.

Parmi les priorités de la Misahel en 2018, Pierre Buyoya cite l'organisation d'un séminaire sur la décentralisation ; le suivi de toutes les étapes du processus électoral par une mission d'observation des élections de l'Union africaine, le suivi des processus Ddr (désarmement, démobilisation et réinsertion), l'organisation de séminaires de sensibilisation sur la lutte contre l'extrémisme et le radicalisme religieux dans les pays du Sahel.

Le représentant du Misahel évoque également la mise en œuvre du projet de réhabilitation économique dans les régions de Gao et Ménaka (Nord).

© Copyright Infosplusgabon